



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Carrières, Mines, Après Mines
Cité administrative, bât D
19 rue de Ciron.
81013 ALBI Cedex 09

Albi, le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CEMEX GRANULATS SUD-OUEST

Borie Blanche
81000 ALBI

Références : CCMAM 2022-07

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement SAS CEMEX GRANULATS SUD-OUEST implanté Borie Blanche 81000 ALBI. L'inspection a été annoncée le 25/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de surveillance des installations classées pour la protection de l'environnement.
La précédente inspection s'est déroulée le 21 juillet 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CEMEX GRANULATS SUD-OUEST
- Borie Blanche 81000 ALBI
- Code AIOT dans GUN : 0006808719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette carrière alluvionnaire est exploitée depuis le 11 avril 2012. Sa durée d'autorisation est de 14 ans et la production maximale est de 250 kt/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivis quantitatif et qualitatif des eaux souterraines,

- méthode d'extraction et phasage,
- remise en état coordonnée,
- remblayage du site avec des matériaux inertes externes,
- bords des excavations : 20 m de la conduite de gaz,
- registre et plans : plan d'exploitation,
- provenance et utilisation de l'eau,
- prévention des pollutions : poussières et boues,
- gestion des déchets inertes : plan de gestion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extraction	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A10-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A3-2-1	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A11-2	/	Sans objet
Remblayage du site	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A11-3	/	Sans objet
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A13-1	/	Sans objet
Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A14	/	Sans objet
Eau	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A17-3	/	Sans objet
Poussières	Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A18	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets (PGD)- Existence	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet de modification des conditions d'exploitation est attendu pour mi année 2022. Il reprendra les points de dérive constatés lors de l'inspection notamment le retard sur le phasage, avec d'autres modifications envisagées (extension du périmètre et de la durée de l'autorisation).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A3-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi semestriel quantitatif et qualitatif de la nappe phréatique à travers un réseau de points de contrôle (piézomètres et puits) disposés autour du site suivant le plan joint en annexe.
Constats : L'exploitant réalise un contrôle qualitatif et quantitatif des eaux de la nappe phréatique sur les paramètres visés (ph, conductivité, DCO, DBO et hydrocarbures).
Observations : Les points où doivent s'exercer ces contrôles sont à mettre en cohérence avec l'exploitation de la carrière de Borie Blanche et la remise en état pratiquement finalisée de la carrière voisine de Marre. Cette évolution sera prise en compte dans un porter à connaissance que l'exploitant déposera à mi année 2022, qui portera également d'autres modifications.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A10-3
Thème(s) : Risques accidentels, Phasage de l'exploitation
Prescription contrôlée : Phase 2 (6 à 10 ans) : Surface : 3 ha 35 a 32 ca. Découverte moyenne : 2,1 m. Épaisseur moyenne du gisement : 4 m. Cote minimale d'extraction : 155 m NGF. Extraction du secteur nord—est.
Constats : L'exploitation est en retard par rapport au phasage initial de l'arrêté d'autorisation. La zone extraite représente environ 60% de celle correspondant à la phase n°1.
Observations : L'exploitant justifie ce retard par : - une moindre production moyenne lors des 4 dernières années : 80 kt au lieu de 100 kt, - un gisement d'une puissance plus importante : 6 m en moyenne au lieu de 4 m. L'exploitant s'engage à déposer à mi-année 2022 un porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitation intégrant ces éléments.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A11-2
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état coordonnée à l'extraction
Prescription contrôlée : Le réaménagement est coordonné à l'exploitation et conforme à celui décrit dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 7 mars 2011 en préfecture du Tarn. Au terme du réaménagement, les terres retrouveront leur vocation agricole initiale.
Constats : Une zone remise en état est présente à l'Ouest du site comportant la plantation d'une haie. Cependant l'exploitant devra s'efforcer de suivre de façon plus rapprochée l'avancée de l'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A11-3
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage du site
Prescription contrôlée : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant dans le registre.
Constats : La localisation des remblais est matérialisée par un plan topographique dont la dernière édition est du 30 septembre 2021. Le contrôle a porté sur les remblayages effectués en juin 2020. Il est conforme. Depuis janvier 2022, l'exploitant utilise un logiciel de gestion des apports d'inertes qui transitent par le site de Lombardou, avant d'être réutilisés en remblai pour la carrière de Borie-Blanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A13-1
Thème(s) : Risques accidentels, Bords des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 20 m de la conduite de gaz sous pression située au Nord en bordure du site.
Constats : Sur le plan présenté de mai 2021, complété par les observations sur le terrain, cette distance est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A14
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs, les pentes des pistes,- les distances limites et les zones de protection visées à l'article A13,- les zones remises en état en les différenciant par type.
Constats : Le dernier plan d'exploitation est du 25 mai 2021. Il est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A17-3
Thème(s) : Risques accidentels, Provenance et utilisation de l'eau
Prescription contrôlée : L'eau utilisée sur le site pour le rabattage des poussières et l'installation de nettoyage des roues des camions provient du plan d'eau en cours d'extraction.
Constats : L'eau utilisée provient de la nappe phréatique. En ce qui concerne le lavage des roues des camions, l'eau est recyclée via un bassin de décantation dont le trop plein se déverse dans un bassin attenant d'eau claire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2012, article A18
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. En sortie du site, les roues des camions sont décrottées par le dispositif de lavage en place.
Constats : L'inspecteur a constaté une route d'accès à la carrière très propre. L'exploitant mandate une société extérieure pour la nettoyer avec une balayeuse. Par ailleurs, le dispositif de lavage des roues des camions en place sur la carrière est parfaitement opérationnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2021, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Il n'y a pas d'installation de stockage de déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation sur le site de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2021, Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est en date de février 2018. La terre végétale est conservée sur le site pour le réaménagement. Le gisement est acheminé sur le site de Lombardou où s'effectue son traitement : lavage puis concassage des granulats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet